



MAX SCHIAVON

LES CARNETS SECRETS  
DU GÉNÉRAL HUNTZIGER

1938-1941



ÉDITIONS PIERRE DE TAILLAC

#### AVERTISSEMENT

Les carnets du général Huntziger constituent un document historique exceptionnel. Il s'agit probablement du dernier témoignage d'un acteur de premier plan de la campagne de France et de l'État français à ne pas avoir été publié.

Il nous a semblé essentiel que le grand public et les chercheurs puissent enfin découvrir ces carnets, véritable mine d'informations.

Nous les publions dans leur intégralité, seul moyen de ne pas atténuer la valeur historique de ce témoignage essentiel. Si certains lecteurs sont heurtés par des propos du général Huntziger, nous les prions de nous en excuser.

L'objet de cette publication n'est évidemment pas de choquer ou de blesser, ni de faire l'apologie ou la négation de quoi que ce soit, mais simplement de contribuer à faire mieux connaître cette période si importante de notre histoire.

Max Schiavon et Pierre de Taillac

Couverture et maquette : Angélique Romain

Relecture-rewriting : Pierre de Taillac

Correction : Mélanie Lemaire, Amandine Lemoine, Yves Serruys

Cartes : Francine Héral

Imprimé en France par Présence Graphique

© Éditions Pierre de Taillac, Paris, 2019

Dépôt légal : septembre 2019

ISBN : 978-2-36445-142-1

Éditions Pierre de Taillac

74, rue du Rocher • 75008 Paris

[www.editionspierredetaillac.com](http://www.editionspierredetaillac.com)

Max Schiavon

## LES CARNETS SECRETS DU GÉNÉRAL HUNTZIGER



ÉDITIONS PIERRE DE TAILLAC

## INTRODUCTION

Sur les conseils de François Vauvillier, rédacteur en chef de *Guerre, Blindés et Matériels*, la revue bien connue de tous les passionnés de la guerre 1939-1940, l'arrière-petit-fils du général Huntziger m'a contacté en 2013 pour me communiquer certains documents en sa possession, notamment les carnets personnels de son aïeul. Par la suite, les autres descendants du général m'ont aussi confié leurs archives et donné leur accord pour publier ces documents inédits sous la forme d'une publication scientifique.

Mais qui est le général Huntziger ? Saint-cyrien, il choisit l'infanterie coloniale et fait une carrière extrêmement brillante qui lui vaut d'être promu général à quarante-huit ans. Il est alors le plus jeune général de l'armée française. À la tête des troupes du Levant à partir de 1935, il intègre le Conseil supérieur de la guerre<sup>1</sup> (CSG) en 1938. En 1939, il est envoyé à Ankara comme ambassadeur extraordinaire, et réussit à trouver un accord avec les Turcs, là où précédemment les Britanniques avaient échoué. Début septembre, à la mobilisation, il prend le commandement de la II<sup>e</sup> armée, qui défend un front allant de Sedan à Longwy.

Après avoir commis des erreurs dans l'organisation de son armée durant la drôle de guerre, Huntziger se montre défaillant pendant les jours cruciaux qui suivent le 10 mai 1940. C'est dans son secteur que le général Guderian opère la percée fatale qui entraînera la défaite. Si le général Georges veut relever Huntziger de son commandement, Gamelin lui conserve sa confiance. De fait, il retrouve la plénitude de ses moyens après le 16 mai et se voit placé à la tête d'un groupe d'armées durant la seconde partie de la campagne. Le 19 juin 1940, il est désigné par le général Weygand pour « négociateur » l'armistice avec les Allemands à Compiègne, puis avec les Italiens à Rome. Il devient ensuite et pendant trois mois président de la délégation française d'armistice qui siège à Wiesbaden, avant d'être nommé secrétaire d'État à la Guerre le 6 septembre 1940, fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort accidentelle en novembre 1941.

D'août 1938 à octobre 1941, le général Huntziger tient un journal personnel composé de cinq carnets<sup>2</sup> qui, du fait de sa mort brutale, sont restés tels quels,

---

1. Le Conseil supérieur de la guerre a été créé en 1872. Composé d'une douzaine de membres, il siège sous la présidence du ministre de la Guerre et donne en temps de paix son avis sur tous les sujets importants : organisation de l'armée, adoption de nouveaux matériels, etc.

2. Le premier carnet couvre la période d'août 1938 au 2 septembre 1939, le deuxième celle du 7 septembre 1939 au 13 mai 1940, le troisième va du 13 mai au 25 juin 1940, le quatrième du

ce qui ajoute à leur intérêt. Après la Seconde Guerre mondiale, son fils Jacques a refusé qu'ils soient publiés, les événements relatés étant encore trop récents et aussi parce que l'avis de son père sur certaines personnes encore en vie les aurait froissées. Jusqu'à maintenant, seuls quelques rares journalistes ou historiens ont pu les consulter dans les années 1970, mais n'en ont tiré que de courts extraits. Aujourd'hui, sa famille a accepté qu'ils soient rendus publics dans leur intégralité, jugeant que « ces documents appartiennent désormais à l'histoire ».

L'apport historiographique de ces carnets saute aux yeux. Qu'il s'agisse de l'avant-guerre, de la drôle de guerre, de la défaite ou du gouvernement de l'État français, Huntziger décrit avec une fraîcheur souvent décapante les situations et les hommes tels qu'il les voit. Les précisions de première main qu'il apporte aident à mieux comprendre ces périodes troublées.

Parmi tous ces textes, ceux concernant Vichy sont sans doute les plus intéressants. Huntziger relate les luttes de pouvoir, expose les choix envisagés et les actions réellement entreprises, indique comment la perception de la situation internationale a influé sur les décisions. Paradoxalement, alors qu'il est proche des thèses de l'Action française et foncièrement antiallemand, il est pourtant bien près à certains moments d'envisager une collaboration militaire, très lourde de conséquences, avant de favoriser des actions de résistance. Finalement, ce témoignage montre parfaitement la complexité et l'ambivalence du nouveau régime.

J'ai fait le choix, logique me semble-t-il, de présenter son journal selon les grandes phases historiques de la période, c'est-à-dire l'avant-guerre, la drôle de guerre, la bataille de mai-juin 1940, la présidence de la commission d'armistice, le régime de Vichy en tant que ministre-secrétaire d'État à la Guerre. De surcroît, une première partie relate la vie et la carrière du général jusqu'à l'été 1938. Elle permet de découvrir comment s'est formée sa personnalité, son parcours et les expériences qu'il a vécues.

Tout en respectant scrupuleusement le contenu et l'esprit des carnets, j'ai regroupé des phrases successives en paragraphes, écrit en toutes lettres certains sigles<sup>3</sup>, corrigé l'orthographe, la ponctuation, ajouté à la marge quelques mots et articles afin d'en faciliter la lecture. En tête de chaque chapitre et à la fin du dernier, je présente le contexte et propose une brève analyse ou des compléments d'information<sup>4</sup>. Mais l'apport essentiel tient à l'important appareil critique constitué par les notes infrapaginales. Dans celles-ci, je situe les personnages

26 juin 1940 au 27 avril 1941, le dernier du 2 mai au 10 octobre 1941.

3. Quelques-uns n'ont pu être déchiffrés.

4. Reconstituer avec précision l'emploi du temps, retrouver toutes les décisions prises par le général Huntziger s'est révélé impossible. Pour ne prendre qu'un exemple, il n'existe que quelques cartons d'archives disparates concernant les quatorze mois durant lesquels il a été ministre-secrétaire d'État à la Guerre.

(quelques-uns n'ont pu être retrouvés et, lorsqu'il y a un doute, une mention l'indique), explique et analyse certains points particuliers, porte à la connaissance des lecteurs des textes et des témoignages. On y trouvera aussi nombre de points importants que le général n'aborde pas. Ces notes étant déjà très denses, des informations complémentaires sur des thèmes précis ont été placées en annexe. Enfin une bibliographie choisie, un index, ainsi que quelques cartes et photographies, complètent l'ouvrage.

LES CARNETS  
DU GÉNÉRAL HUNTZIGER

LES NÉGOCIATIONS AU PROCHE-ORIENT,  
L'IMMÉDIAT AVANT-GUERRE (AOÛT 1938-SEPTEMBRE 1939)

Dès juin 1938, le général Huntziger est de retour au Proche-Orient. Il mène à Antioche les pourparlers militaires franco-turcs. Si quelques mois auparavant il avait encore organisé des manœuvres dans la région du sandjak d'Alexandrette pour affirmer la souveraineté de la France et de la Syrie, il accepte cette fois-ci de céder la région aux Turcs à condition que la France conserve la responsabilité de sa défense.

L'objectif est double. En premier lieu, lier la Turquie à la France et aux Alliés pour éviter qu'elle ne bascule du côté allemand comme en 1914. En second lieu, et toujours dans la perspective d'une guerre prochaine, conserver à la France une position militaire forte au Levant. Aussi l'indépendance du Liban comme celle de la Syrie sont-elles reportées à plus tard.

En septembre 1938, la crise des Sudètes et les menaces hitlériennes débouchent sur les accords de Munich. La France mobilise partiellement – plus d'un million d'hommes sont rappelés – mais ces mesures démontrent que l'armée n'est pas taillée pour mener une guerre offensive, seule capable d'aider la Tchécoslovaquie : non seulement la doctrine n'est pas adaptée mais les manques sont criants dans quasiment tous les domaines, le réarmement ayant commencé bien trop tard. Huntziger s'en rend parfaitement compte et se montre hostile à une entrée en guerre immédiate.

Ces carnets montrent parfaitement combien les dirigeants politiques sont hésitants face à des crises internationales à répétition qui les dépassent. Ils sont incapables de définir des objectifs précis et de programmer les moyens, notamment militaires, de les atteindre. Et il ne faut pas compter sur le général Gamelin pour taper du poing sur la table, car la mauvaise organisation du commandement au plus haut niveau, patente, est bien sûr préjudiciable à l'efficacité des forces armées. Le président du Conseil et ministre de la Guerre, Édouard Daladier, velléitaire et qui ne parvient pas à choisir, le général Gamelin, manœuvrier au mauvais sens du terme, adepte du flou et qui pense davantage à son avenir personnel qu'au pays, empêchent toute réorganisation en profondeur.

### **Août 1938**

La rentrée en France m'apporte de nouvelles et bien lourdes responsabilités. Mais les affaires syriennes ne me lâchent pas, puisque je suis chargé de notifier à Jamil Mardam Bey, venu à Paris, les conditions de redressement militaire. Il a reçu le coup direct avec bonne humeur, mais il en a été étourdi. Daladier m'a dit :

– que l'on ne ferait rien de bien là-bas à Beyrouth, tant que de Martel n'aurait pas été remplacé ;

– que M. Herriot essayait de sauver la tête de ce dernier, mais que cette fois c'était décidé et qu'avant un mois, il aurait été remplacé !... Or, l'entretien date des environs du 20 août ! Et le 5 septembre, Damien reprenait l'avion pour Beyrouth ! Sauvé, mon Dieu ! Encore une fois.

### **1<sup>er</sup> septembre 1938**

M. Lagarde me téléphone qu'une réunion aura lieu dans l'après-midi au Quai<sup>60</sup> avec Jamil Mardam Bey, dans le cabinet de M. Bonnet<sup>61</sup> ; il demande que je représente la défense nationale et notifie à Jamil Mardam Bey les conditions militaires à annexer au traité franco-syrien. Le général Colson<sup>62</sup> consulté, d'accord. À l'état-major, Gamelin consulté, d'accord.

Je déjeune d'abord avec Jamil Mardam Bey au Continental en tête à tête. Nous avons causé de tout, en particulier de l'état d'Atatürk<sup>63</sup> et abordé seulement, au café, la question syrienne. Il m'a dit qu'il comptait sur mon amitié pour l'aider à régler, au mieux, les conditions d'application du traité. Je lui ai répondu par des paroles généreuses, mais intentionnellement vagues.

À 16 h 30, réunion au Quai d'Orsay : M. Georges Bonnet, Jamil Mardam Bey, Lagarde et moi. Lagarde remet une note concernant les questions d'ordre politique, non encore réglées. Cette note, très filandreuse, ne fait que reproduire des formules déjà répétées plusieurs fois aux Syriens : assurance de collaboration réciproque, croyance dans les assurances verbales données par Jamil Mardam Bey, etc., et ne vise à un effet pratique que dans la définition des pouvoirs de « l'inspecteur fron-

60. Il s'agit du Quai d'Orsay, siège du ministère des Affaires étrangères français. Huntziger comme d'ailleurs les hauts fonctionnaires emploient souvent le seul mot « Quai » pour définir le lieu.

61. Georges Bonnet (1889-1973) : député radical-socialiste de la Dordogne, ministre des Affaires étrangères du 12 avril 1938 au 13 septembre 1939.

62. Louis Colson (1875-1951) : général d'armée, chef de l'état-major de l'armée de terre (EMAT), c'est-à-dire numéro deux – à égalité avec le général Georges – dans la hiérarchie militaire, sous les ordres du général Gamelin. À noter que le chef de l'EMAT a une double subordination et dépend aussi directement du ministre de la Guerre pour certaines questions.

63. Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938) : général, fondateur de la république de Turquie, il en devient le premier président de 1923 à 1938. Huntziger fait référence à son état de santé de plus en plus dégradé. Il mourra deux mois et demi plus tard.

talier » de Djézireh<sup>64</sup>. Encore Jamil Mardam Bey fait-il des tonnes de réserves sur l'acceptation de cette dernière clause par son gouvernement ! On passe à l'exposé des conditions militaires, pour lequel M. Bonnet me passe la parole.

J'expose que la leçon des faits oblige le gouvernement français à certains redressements d'ordre militaire :

– présence de troupes françaises qui auront liberté d'établissement en Syrie, pendant la durée du traité ; autorité du commandement français sur les troupes syriennes (administration générale, budget) ;

– maintien de quelques cadres français en Djézireh et dans les territoires désertiques ;

– recrutement régional des territoires de Djézireh et leur autonomie budgétaire.

Je propose d'insérer cela dans un accord d'état-major.

Jamil Mardam Bey est tendu pendant cet exposé auquel il ne s'attendait pas visiblement. Il croyait que j'allais lui parler seulement du maintien de nos troupes chez les Alaouites ! Il fait effort pour se ressaisir, me remercie de mon « magistral exposé » et ironise enfin. Il ne reconnaît plus le traité ! Ce n'était pas la peine de conclure un traité ! dont, désormais, il ne resterait rien si ces clauses militaires étaient acceptées ! Les prétentions françaises sont telles qu'il est impossible de les faire accepter à Damas ! Inutile même de les soumettre à son gouvernement, tellement il est sûr qu'il les rejettera ! Les craintes françaises au sujet de la sécurité extérieure et de l'ordre intérieur en Syrie ne sont pas fondées. Le général Huntziger le sait bien, il lui a soumis en avril des propositions beaucoup plus restreintes en ce qui concerne l'occupation des Alaouites et maintenant il amplifie démesurément. Tout cela n'a pas de sens et n'est pas acceptable.

Je réponds que je ne suis qu'un porte-parole, que les faits ont marché depuis deux ans et même depuis avril, – qu'on juge que certains articles du traité de 1936<sup>65</sup> ont besoin de substance, de « moëlle ».

M. Bonnet assure que la bonne volonté française ne fait pas défaut, mais qu'il est inexact de dire qu'après acceptation de ces clauses nouvelles, qui ne sont pas interdites par le traité, qui ne lui sont pas contraires, il ne restera rien du traité syrien. Il restera encore le traité très substantiel. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes en présence du fait que, sans certaines adjonctions, le traité ne sera pas ratifié par le Parlement français.

64. Le plateau de Djézireh est une région à cheval sur la Syrie et l'Irak habitée à l'époque par des Kurdes, des Arméniens et des Assyro-Chaldéens-Syriaques arrivés récemment dans la région, encouragés par la puissance mandataire. Une révolte a éclaté en 1937 lorsque le gouvernement nationaliste syrien de Damas a imposé des hauts fonctionnaires musulmans dans la région.

65. Huntziger fait référence au traité signé le 9 septembre 1936 mais qui n'a pas été ratifié par le Parlement français.



Jamil Mardam Bey revient encore en arrière, à 1936 ; que reste-t-il du traité d'alors ? Celui-ci avait été conçu dans le même sens que le traité irako-anglais qui a été mis en vigueur. La France revient, elle, en arrière. Rien ne justifie cette volte-face.

Je répète que c'est la leçon des faits qui nous y contraint, il ne s'agit pas de caprices.

M. Bonnet confirme cette assertion et assure encore qu'il ne sera pas possible de faire ratifier le traité sans modifications par le Parlement français. Il prie Jamil Mardam Bey de réfléchir à la note qui lui sera remise. Nous en reparlerons mardi 6 septembre après le déjeuner offert par le ministre des Affaires étrangères. On se sépare ; Jamil Mardam Bey est toujours vibrant et manifestement énervé, mais faisant des efforts pour le laisser paraître le moins possible.

## 2 septembre

Conversation privée avec Jamil Mardam Bey. Explications sur les projets qui lui ont été soumis. Je crois qu'on arrivera à un accord satisfaisant ; il ne paraît plus buté. En bon Oriental qu'il est, il envisage un marché : compensation d'ordre financier contre latitude de laisser nos troupes, etc. Rendez-vous la semaine prochaine.

## 5 septembre

Tous les membres du CSG à Paris. Jacques arrive, part pour Villers. Le 6 septembre, réunion des membres du CSG, présidence Gamelin<sup>66</sup>, chef d'état-major, EMA... Renseignements sur situation générale, effectifs allemands à la frontière (rien d'autre que les DI<sup>67</sup> qui travaillent aux fortifications, amorce de couverture allemande<sup>68</sup>). Situation tendue qui implique, de notre part, certaines mesures de précaution.

Organisation du commandement : Georges<sup>69</sup> au théâtre Nord-Est, Billotte<sup>70</sup> au théâtre Sud-Est. Gamelin, chef d'état-major de la défense nationale, placé

66. En principe le ministre de la Guerre assure de droit la présidence mais Daladier, mis en minorité au début des années 1930 lors d'un vote du CSG, ne le convoque qu'épisodiquement par la suite et, dans ce cas, laisse le général Gamelin, vice-président du CSG, le présider.

67. Le fait qu'il n'y ait pas de divisions blindées (*Panzerdivisionen*) signifie pour Huntziger qu'il n'y pas de menace imminente d'attaque.

68. La couverture consiste à porter des unités militaires aux frontières pour défendre celles-ci et permettre la mobilisation à l'intérieur du pays.

69. Alphonse Georges (1875-1951) : général d'armée, adjoint du général Gamelin aux fonctions mal définies en temps de paix comme en temps de guerre.

70. Gaston Billotte (1875-1940) : général d'armée. Il doit prendre le commandement du théâtre d'opérations du sud-est de la France en temps de guerre, c'est-à-dire face à l'Italie.

entre Paris et le PC. Georges, avec un major-général (Bineau<sup>71</sup>). Organisation floue, peu définie, dans laquelle l'intervention du commandement de l'air vient compliquer les choses<sup>72</sup>.

Georges est chargé d'étudier une opération offensive entre Hardt et Sarre ; ailleurs préparation de coups de main. Donner impression d'activité sans s'engager trop loin. « *Le temps travaillera pour nous* » dit Gamelin, qui donne l'impression d'accepter assez légèrement les responsabilités du commandement en chef en cas d'hostilités. Il m'a cependant dit 2 jours avant : « *Je ne crois pas à la guerre.* » Sans doute, est-ce parce qu'il n'y croit pas, qu'il envisage aussi aisément ces graves responsabilités.

## 8 ou 9 septembre

Dans son état-major on a dit le 8 septembre : « *Est-ce que nous reculerons donc toujours ?* » Le général Georges est catastrophé à la sortie de la réunion. « *Qu'est-ce que cette organisation hybride ? Qu'est-ce que je deviens dans tout cela ?* » Pensée floue, et il (Gamelin) n'ose pas dire que nous avons de terribles faiblesses (aviation), que nous ne sommes pas organisés pour agir offensivement (avis exprimé aussi au cours de la réunion par Prételat<sup>73</sup> et Billotte). En réalité, Gamelin n'ose pas dire ce qu'il pense. Nous laissera-t-on entrer à fond dans un engrenage dangereux qui nous mènerait fatalement à la guerre ? Georges ajoutait encore : « *Quinze jours après l'entrée en campagne, on m'enverra à Limoges<sup>74</sup> !* »

## 10 septembre

La tension a continué avec alternatives diverses. Au fond, il s'agit uniquement de savoir si Hitler ira jusqu'à l'emploi de la force en Tchécoslovaquie, et s'il y entre en armes, de savoir si nous mobiliserons et lui déclarerons la guerre.

Au Quai d'Orsay, Lagarde me dit qu'il nous sera difficile d'admettre un « *échec diplomatique* » de cette importance, si les Allemands entrent en Tchécoslovaquie.

71. Le général Bineau, que Huntziger a remplacé au CSG en 1938, serait rappelé à l'activité, comme des dizaines d'autres généraux, et occuperait le poste de major-général de l'armée (de terre).

72. Huntziger a parfaitement perçu les vices de l'organisation qu'a fait volontairement adopter Gamelin. Complexe à l'excès, il devine qu'elle se révélera inefficace.

73. Gaston Prételat (1874-1969) : membre du CSG depuis 1934 il est prévu, en temps de guerre, qu'il prenne le commandement du groupe d'armées n° 2 (GA 2) qui couvre tout l'Est de la France.

74. Georges fait ici allusion aux limogeages intervenus durant la Première Guerre mondiale. Le rappel laborieux d'un million de réservistes en septembre 1938 démontre, s'il en était besoin, que l'armée française n'est pas prête à entrer en guerre. Ses déficits en armement, munitions, habillement sont extrêmement importants.

Dans l'entourage de Mandel<sup>75</sup>, on dit : « *Nous ne serons plus jamais en aussi bonne posture pour battre les Allemands.* » Donc dans certains milieux on admettrait, sans oser trop le dire, la guerre-riposte contre l'Allemagne : sectarisme, esprit juif de représailles<sup>76</sup>, don quichotisme<sup>77</sup>... Dans d'autres, les plus nombreux, Dieu merci ! on estime que le moment serait particulièrement mal choisi pour nous. D'abord quel serait le but de guerre, si l'Allemagne ne nous attaquait pas ? Général Guillaumat<sup>78</sup>, tous les membres du CSG, sauf peut-être Garchery<sup>79</sup> (qui n'a pas d'opinion<sup>80</sup>). Maurice Bérard<sup>81</sup>, lui, estime que la guerre n'est pas à craindre, car les Anglais nous feront savoir qu'ils veulent que nous restions tranquilles<sup>82</sup>.

### 12 septembre

Situation toujours très tendue. Quelques mesures de précaution supplémentaires prises de notre côté. Vu général Réquin<sup>83</sup>. Il est effaré, comme moi, de voir certains parler aussi légèrement d'une guerre avec l'Allemagne, en ce moment. Nous n'avons pas les moyens pour attaquer à terre, et encore moins les moyens pour attaquer, et même nous défendre en l'air. Si l'Allemagne nous attaque, grâce à nos fortifications, nous tiendrons le coup ; mais ne l'attaquons pas, car au point de vue militaire, la partie serait mauvaise. Si la guerre doit durer encore 4 ans

75. Georges Mandel (1885-1944) : ministre des Colonies depuis avril 1938.

76. C'est bien sûr une allusion à Georges Mandel.

77. Don quichotisme ici signifie un emballement, un désir d'en découdre militairement sans avoir réfléchi aux possibilités et aux conséquences.

78. Général Guillaumat (1863-1940) : ancien commandant de l'armée d'Orient en 1917, puis ministre de la Guerre en 1926, il n'exerce plus aucune responsabilité mais est parfois consulté comme autorité morale.

79. Marcel Garchery (1876-1961) : général d'armée, membre du CSG en 1938, il est prévu qu'il prenne le commandement de la VIII<sup>e</sup> armée en Alsace en temps de guerre. Il a la réputation d'être un général « républicain », c'est-à-dire pour l'époque de gauche, et d'avoir bénéficié de promotions par appuis politiques.

80. Huntziger veut dire qu'il y a quasi-unanimité des membres du CSG (plus Guillaumat) à ne pas vouloir s'engager dans un conflit en cet automne 1938.

81. Huntziger a dû faire une erreur de prénom ; il s'agit ici vraisemblablement de Léon Bérard (1876-1940). Sénateur de l'Union républicaine des Basses-Pyrénées. Plusieurs fois ministre, Daladier l'utilisera quelques mois plus tard pour rétablir des relations diplomatiques avec l'Espagne.

82. Durant les années 1930 la France, afin de ne pas se retrouver isolée sur la scène internationale, sollicite presque toujours l'avis de la Grande-Bretagne. Or celle-ci, depuis 1933, a adopté une politique d'*apaisement* visant à éviter un conflit avec l'Allemagne et l'Italie.

83. Édouard Réquin (1879-1953) : général d'armée, membre du CSG depuis septembre 1938, commandant désigné de la IV<sup>e</sup> armée positionnée en Lorraine en temps de guerre.

avant que nous n'ayons la victoire, la France sera, même victorieuse, totalement anéantie<sup>84</sup>.

Réquin me dit que Bullitt<sup>85</sup>, ambassadeur des États-Unis qui aime notre pays, est épouvanté de la vision de ce qu'une guerre amènerait à la France ; il est d'avis que nous devons l'éviter à tout prix. Réquin me dit aussi quel malaise il a éprouvé, comme nous tous, à la conférence Gamelin de mardi dernier. Il a l'impression que Gamelin était gêné, qu'il ne parlait pas avec sincérité, que c'était une manœuvre politique. Il est d'avis aussi que, dans des conjonctures aussi critiques, ceux qui comme nous supporteront de terribles responsabilités<sup>86</sup>, doivent avoir le droit d'exprimer librement leur opinion et devraient être consultés. Au Quai d'Orsay de changer sa politique si cette consultation l'exige.

### 19 septembre

La France suit l'Angleterre dans la voie du renoncement. La Tchécoslovaquie devra être amputée. On sait, d'ailleurs, que 20 DI allemandes (dont 2 blindées<sup>87</sup>) se concentrent aux frontières de la Tchécoslovaquie ! Résister ? En France, certains y pensent, mais ils ne se rendent pas tous compte que cette attitude nous donne 99 % de chances d'avoir à entrer en guerre, d'avoir à déclarer la guerre à l'Allemagne.

Dans cette hypothèse – vers laquelle on s'acheminait par l'engrenage des mesures de renforcement aux frontières françaises, qui avaient été prises et qui devaient encore être prises –, la main passerait aux militaires.

Quels seraient les buts de guerre fixés par le gouvernement français ? Sans doute, la destruction de l'Allemagne. Et comment, nous grands chefs militaires, aurions-nous exécuté ? Comment, avec nos moyens, faire une guerre offensive à Hitler ?... Le moment est des plus mal choisis.

84. Huntziger développe ici une idée forte présente dans tout le pays : après les pertes subies durant la Première Guerre mondiale, la France ne pourrait supporter une nouvelle saignée de même ampleur et ne s'en relèverait pas. Ceci pèsera lourdement sur les choix qui seront faits les mois suivants.

85. William C. Bullitt (1891-1967) : ambassadeur américain à Paris à partir d'octobre 1936.

86. C'est-à-dire les membres du CSG.

87. Il est intéressant de noter que Huntziger emploie le terme, promis à un grand avenir, de division blindée, et non de division de panzers, de chars, de division mécanique ou cuirassée.

Nous portons le poids de nos fautes politiques, de Briand<sup>88</sup> au Front popu<sup>89</sup> inclus. Poids lourd ! Le don quichotisme de certains ne peut pas le faire disparaître en un moment<sup>90</sup>.

### **19 septembre soir**

Je viens de voir Gamelin. Il a manifesté être écœuré que nous ayons lâché les Tchèques ; il redoute une grave crise intérieure, que les communistes ne se retournent vers Moscou, etc. Est-ce sincère ? N'est-ce pas plutôt une attitude, pour faire croire qu'il était prêt à accepter, d'un cœur hardi, à assumer ses graves responsabilités de guerre ?... Je le souhaite pour lui, étant donné tout ce que je sais.

Lors de ma tournée d'avant-hier, sur le front de mon armée, j'ai trouvé chacun à sa place, bien orienté, avec bon moral, y compris tous les éléments de la réserve. Consolant – quand on pense que, dans la période de tension actuelle, la grève du bâtiment vient d'être déclarée dans la région parisienne. Aller en guerre avec ce chancre syndicaliste et communiste au derrière ? On en frémit<sup>91</sup>.

### **22 septembre**

Réunion du CSG. Les exigences d'Hitler augmentent chaque jour : 31 DI allemandes sur la frontière tchécoslovaque. Chamberlain aujourd'hui à Godesberg<sup>92</sup>. Demandé hier aux Anglais de renforcer nos mesures alerte pour faire pression. Ils viennent seulement de répondre ce soir. Conversation Gamelin-Leger<sup>93</sup> au télé-

88. Aristide Briand (1862-1932) : onze fois président du Conseil et vingt-six fois ministre, en particulier des Affaires étrangères, il rêve de paix entre la France et l'Allemagne. Pacifiste convaincu, utopiste, ses opposants lui reprochent d'avoir durablement influencé dans un mauvais sens la politique étrangère française, le pays ne prenant conscience que tardivement du péril extérieur.

89. Il s'agit bien sûr du Front populaire au pouvoir à partir de juin 1936.

90. Huntziger fait notamment référence au fait que les dirigeants politiques français, souvent pacifistes, n'ont pas tenu compte des informations fournies par les services de renseignement quant au réarmement de l'Allemagne, commencé dès avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933. Le réarmement français n'a été véritablement lancé qu'en septembre 1936, bien trop tard.

91. Comme en 1914-1918, les généraux ont peur que l'arrière ne tienne pas. Si des troubles sociaux perdurent effectivement depuis deux ans, les craintes de Huntziger sont exagérées car Daladier est en train de reprendre la situation en main.

92. Après une première entrevue le 15 septembre, Chamberlain rencontre une deuxième fois Hitler à Bad Godesberg les 22 et 23 septembre. Le Premier ministre britannique cherche à éviter toute initiative militaire allemande, indiquant au Führer que les Tchécoslovaques sont convaincus de la nécessité de trouver un arrangement.

93. Alexis Leger (1887-1975) : diplomate français, chef de cabinet d'Aristide Briand dans les années 1920, il devient secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de 1933 à 1940. Il accompagne Daladier à Munich, fin septembre 1938. Écrivain et poète connu sous le nom de

phone : Leger craint que ces mesures n'arrivent trop tard ; Gamelin répond qu'il est prêt à en prendre de plus accentuées. Gamelin nous dit qu'on avait conseillé, il y a 15 jours, aux Tchèques d'offrir Teschen aux Polonais<sup>94</sup>. Bénès<sup>95</sup> est toujours en retard.

Est-ce que l'engrenage terrible, qui avait cessé de fonctionner depuis quelques jours, va recommencer à tourner ? Et jusqu'où ?

### **23 septembre**

Chamberlain, trouvant Hitler insaisissable dans ses conversations de hier soir, lui a envoyé une lettre demandant de préciser certains points avant de continuer les pourparlers. Cet après-midi, on attend anxieusement une réponse. 31 divisions allemandes sont concentrées à portée de la frontière tchécoslovaque, sans parler du corps franc des Sudètes qui aurait déjà fait un coup de main sur Asch. Or, des renseignements nous ont signalé depuis longtemps que l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie se ferait le 24 ou le 25 septembre !! Les forces allemandes ont dégarni la frontière polonaise ! Les Soviets menacent d'attaquer la Pologne si elle pénètre en Tchécoslovaquie. La paix ne tient plus qu'à un fil ! Et ce fil est suspendu à Hitler ! Folie des hommes ! Pauvre humanité ! Dieu permettra-t-il cela<sup>96</sup> ?

### **Lundi 21 novembre 1938 (Mort de Mustafa Kemal)**

De toute l'Europe et d'une partie de l'Asie, désir de rendre hommage au mort et, par conséquent, à la Turquie, – désir qui n'est, sans doute, pas tout à fait désintéressé vu la position prise dans ces dernières années par la Turquie sur l'échiquier méditerranéen. Quoi qu'il en soit, l'envoi de délégations étrangères en grand nombre et aussi de contingents de troupes étrangères constitue une impressionnante manifestation des Puissances, telle que, même du temps des Sultans, on n'en avait jamais vue.

plume de Saint-John Perse, il recevra le prix Nobel de littérature en 1960.

94. La Tchécoslovaquie, créée à l'issue de la Première Guerre mondiale, est une construction artificielle comprenant essentiellement des peuples tchèques, slovaques, ruthènes, mais aussi des minorités allemandes, hongroises et polonaises. Dans ce cadre la Pologne revendique la ville frontalière de Teschen et profitera d'ailleurs des accords de Munich pour adresser un ultimatum à Prague et l'annexer (2 octobre 1938).

95. Edvard Bénès (1884-1948) : président de la république de Tchécoslovaquie à compter du 18 décembre 1935, il démissionne à la suite des accords de Munich le 5 octobre 1938.

96. Les 26 et 27 septembre 1938, le général Corap, commandant la 2<sup>e</sup> région militaire, inspecte les unités qui ont pris position sur la frontière. Il retrouve sur place Huntziger, qui lui donne à cette occasion l'opinion de Gamelin sur la situation : « Les mesures prises ne sont pas destinées à la guerre. »

Saint-Cyrien, le général Huntziger (1880-1941) a choisi l'infanterie coloniale dès sa sortie de l'École spéciale militaire et fait une carrière extrêmement brillante qui lui a valu d'être promu général à 48 ans. Chef de la II<sup>e</sup> armée de septembre 1939 à mai 1940, c'est lui qui négocie le mois suivant les armistices avec les Allemands et les Italiens.

Personnage essentiel du début de la Seconde Guerre mondiale, il est controversé à cause de décisions malheureuses prises durant le conflit, mais surtout du fait de son action ultérieure comme ministre de la Guerre durant quatorze mois.

De 1938 à 1941, le général Huntziger tient des carnets personnels qui apportent une mine d'informations nouvelles à propos du rôle des responsables politiques et militaires. Qu'il s'agisse des actions envisagées ou entreprises, de la perception des événements internationaux, de l'ambiance et du rôle de chacun, notamment à Vichy.

Inédits, d'une grande valeur historique, ces carnets ont l'avantage de ne pas avoir été retouchés après-guerre du fait de la mort accidentelle du général dans un accident d'avion.

Huntziger est sans doute le dernier, parmi les principaux personnages de l'État français, dont on savait si peu jusqu'à aujourd'hui.

---

Max Schiavon, docteur en histoire, a dirigé la recherche du Service historique de la Défense. Spécialiste de l'histoire contemporaine et en particulier des élites militaires, il a publié récemment *Weygand l'intransigeant* (Tallandier), *Le livre qui va faire de vous un chef* (Pierre de Taillac) et *Corap, bouc-émissaire de la défaite* (Perrin).

26,90 €



9 782364 451421